



AU CŒUR DES LUTTES ÉCOLOGIQUES ET DE DÉFENSE DE L'EAU AU KURDISTAN DU NORD

En décembre 2025, à l'occasion de la venue à Paris d'une délégation de représentant·es du mouvement social et démocratique du Kurdistan du Nord — invitée lors du Prix Danielle Mitterrand — nous avons échangé avec Bisar İçli et Ezgi Celik, membres du Mouvement Écologique de Mésopotamie (MEM). Bisar, également paysan à Amed (Diyarbakir), et Ezgi, engagée dans le courant de la jineolojî, ont partagé leurs expériences de luttes écologiques, dans un contexte où l'eau est devenue un enjeu central de pouvoir dans la région. À travers la défense de l'eau et des terres, ce sont aussi des droits fondamentaux et des perspectives d'autonomie qui prennent forme. Un entretien mené par Eloise Bérard, chargée du programme "Vivant et Communs"

Bonjour Bisar, peux-tu d'abord te présenter ?

Bisar : Je suis actif depuis 13 ans au sein du Mouvement Écologique Mésopotamien (MEM). Notre première expérience portait sur les semences et l'agriculture ; c'était un domaine très important pour nous. En 2014, nous avons commencé ce travail dans le camp que nous avons mis en place pour les réfugié·es venu·es de Sinjar. C'est là que nous avons mené nos premières activités sur les semences et les pratiques agricoles et que nous avons créé pas moins de 185 potagers.

Après 2016, les kayyums* [des administrateurs] ont été nommés [par l'État turc], nous avons été licencié et le camp de réfugiés a été fermé.



Suite à cela, nous nous sommes réuni·es à six ou sept personnes pour créer une communauté agricole et nous avons poursuivi nos activités. Nous avons continué à organiser des ateliers et des activités de partage de connaissances, et nous avons créé une bibliothèque de semences. En 2024, après 8 ans de gestion les kayyums, nous avons recommencé à travailler avec la municipalité. Nous avons créé une école sur l'agroécologie et le climat dans un bâtiment en pisé construit à partir d'un mélange de terre, de paille et de laine. Dans cette école nous avons mis en place une bibliothèque de semences, donné des cours d'agroécologie aux enfants et organisé de nombreuses autres activités.

Le Mouvement Écologique de Mésopotamie rassemble toutes les structures actives dans les domaines de l'écologie et du climat au Kurdistan du Nord. Chaque année, nous organisons des ateliers, des séminaires, des forums et des formations sur l'écologie sociale. A l'échelle de la Turquie, nous organisons également des forums et des groupes de travail avec des structures actives dans le domaine de l'écologie. Il existe de nombreuses organisations actives dans les domaines de l'écologie, du climat et de l'énergie ; nous travaillons notamment en coopération avec l'Union écologiste de Turquie. Nous sommes aussi solidaires des mouvements écologiques, syndicaux et pour la justice climatique. Nous tissons également des liens avec les mouvements en Iran, en Irak et en Syrie.

Par ailleurs, nous contribuons aussi à l'élaboration des politiques écologiques des partis politiques démocratiques. Mais mon travail c'est la terre, je suis agriculteur. La bureaucratie me complique la vie, c'est même un problème sérieux auquel je me suis toujours opposé. [rires]



Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est le projet d'Anatolie du Sud-Est (GAP) porté par la Turquie ? Nous avons vu que le projet est né dans les années 70. Pour quels raisons, l'État Turc a-t-il mis en œuvre ces énormes projets de barrages au cœur des territoires kurdes ?

Bisar : Ce projet existe depuis environ 50 ans. Au départ, il a été présenté comme un grand projet destiné à l'irrigation agricole. Les canaux mesurent 17m de large et 10m de profondeur. [Ce projet] avait été planifié en fonction des conditions climatiques de l'époque et était également relié au contexte de guerre.

Aujourd'hui, en raison de la hausse des températures, l'évaporation est très importante. Cela entraîne une perte d'eau considérable et une augmentation de l'humidité, ce qui a des effets négatifs. Les barrages continuent d'alimenter le système d'irrigation d'agriculture industrielle, mais le niveau d'eau des barrages a considérablement baissé. En raison des changements dans le régime des précipitations, nous sommes confrontés à un grave problème d'eau. Dans la région d'Urfa, l'irrigation prioritaire des zones à forte population arabe a créé des tensions entre les communautés. Le pouvoir a toujours agi selon ce principe : celui qui possède l'eau possède le pouvoir. Tout au long de l'histoire, les centres de pouvoir ont agi ainsi.

Par exemple, le barrage du Tigre ne dispose d'aucun système d'irrigation ; il est en réalité utilisé uniquement pour la production d'énergie. On dit aux habitant-es des villages environnants qu'il servira à l'irrigation, mais son objectif principal est la production d'énergie. De même, pour le barrage d'Ilisu à Hasankeyf, l'irrigation n'est pas possible sans précipitations suffisantes ; ce barrage est lui aussi essentiellement destiné à la production d'énergie.

Nous avons vu que la plupart des grands barrages de la région portent le noms d'hommes politiques connus pour leurs politiques autoritaires comme le «barrage Attatürk», «barrage Assad», «barrage Saddam», peux-tu nous parler du lien entre ces barrages, l'aménagement du territoire et l'affirmation de la puissance des Etats ?

Ezgi : La plupart des infrastructures construites – qu'il s'agisse de barrages ou d'autres ouvrages connexes – portent effectivement des noms masculins. Il s'agit d'une stratégie qui s'inscrit dans le système de guerre et repose sur une vision patriarcale. Ces personnes sont connues pour leurs répressions à l'encontre des Kurdes ; elles ne sont pas seulement racistes et nationalistes, mais aussi pétro-masculinistes et fascistes.

Dans d'autres domaines également, par exemple dans le secteur des hydrocarbures, l'État turc ouvre des mines et des carrières, et se lance même dans l'exploitation aurifère. Il tente de convaincre la population que cela améliorera ses conditions de vie, créera des emplois et enrichira la région, mais ces projets ne sont pas dans l'intérêt de la population. Le véritable problème, c'est la destruction des cours d'eau naturels. Ils sont en train de tuer les cours d'eau naturels !



La France est très fière de ses entreprises et son modèle de gestion de l'eau, qu'elle a beaucoup exporté dans des pays du Sud Global, notamment par le biais de Veolia et Suez. Savez-vous s'il y a des entreprises françaises qui ont travaillé ou travaillent encore sur des projets de barrage ou d'autres coopérations avec la Turquie ?

Bisar : On sait qu'il y a des entreprises étrangères au Kurdistan. Notamment l'entreprise nord-américaine *Transatlantic Petroleum*. En ce qui concerne les entreprises européennes, nous ne disposons pas d'informations précises, nous devons encore mener des recherches.

Cependant, nous savons que ces entreprises ne viennent pas seules ; elles agissent en collaboration avec des entreprises turques. A l'heure actuelle, nous avons intentés 16 procès contre les activités pétrolières. Rien qu'à Diyarbakir, il y a 134 projets miniers, 24 d'entre eux ont été mis œuvre, les autres sont toujours en cours. Toutes ces installations sont protégées et soutenues par l'armée de l'État turc.

Les études d'impact environnemental ne sont pas réalisées régulièrement. Des pressions sont exercées sur les villages et les autorités locales, on cherche à manipuler les rapports. Même lorsque les rapports sont négatifs, les projets sont tout de même approuvés.

L'un des principaux problèmes est l'exode rural. Plus on déplace les gens, plus on les coupe de leur environnement naturel et de leurs terres. Plus on les concentre dans les villes, plus la stratégie d'assimilation fonctionne facilement. Avec ces projets d'infrastructures, l'objectif de l'État turc est l'assimilation ; il s'agit d'anéantir le tissu culturel et social de ce peuple.

Ezgi : En plus de la politique d'assimilation et de destruction du peuple kurde, il y a aussi une politique d'enrichissement capitaliste. Le climat et l'écologie ne figurent pas à l'ordre du jour des autorités. L'objectif est de tirer profit de la commercialisation et de la marchandisation des terres et des ressources naturelles de la région.

Quel est l'impact du processus de paix sur la situation écologique au Kurdistan ?

Bisar : Ce qui est intéressant, c'est que dès que le PKK a décidé de se retirer du Kurdistan du Nord, à la suite de l'appel lancé par M. Abdullah Öcalan, des entreprises privées ont commencé à investir dans la région. L'exploitation minière, la déforestation et les activités destructrices pour l'environnement se sont rapidement intensifiées. C'est comme si elles avaient attendu ce moment.

Nous pensons que cela s'inscrit dans une stratégie liée au processus de paix. Auparavant, les forêts étaient brûlées pour des raisons de sécurité.

Lorsque nous allions éteindre les incendies, nous étions confrontés à l'intervention armée de l'État et à des jets d'eau sous pression. Pendant des décennies, la guérilla a vécu dans cette nature ; c'était une zone stratégique. Aujourd'hui, en détruisant ces lieux, on efface également la mémoire de la lutte. Désormais, quand on se rend sur ces lieux, on ne peut même plus imaginer que la guérilla y ait vécu autrefois.

La situation est la même pour Sur. L'État a détruit la ville à coups de bombes pour effacer l'histoire et la mémoire. Actuellement, il tente de modifier la composition démographique et l'orientation de la ville en construisant des édifices religieux dans le centre historique de Sur. La même chose a été faite aux Arméniens ; il ne reste plus aucune trace des villages qui étaient autrefois arméniens.

Pouvez-vous nous parler de l'impact des barrages sur les habitant-es et les territoires de la région, tant au Kurdistan en Turquie qu'au Rojava en Syrie ?

Bisar : Les accords sur l'eau entre les différents États sont très secrets. Mais ce que nous constatons, c'est que la Turquie utilise l'eau comme une arme de guerre. Il existe probablement des accords bilatéraux, mais nous n'en connaissons pas les détails. Il y a un cours d'eau qui part de la ville de Nusaybin et s'écoule jusque dans le sud au Rojava. À Nusaybin, on l'appelle « l'eau blanche » parce qu'elle est propre. Mais une fois la frontière franchie, elle devient très sale. Si l'on avait voulu de l'eau propre, cela aurait été possible ; il s'agit d'une stratégie délibérée.

Comment le Mouvement Écologique de Mésopotamie est organisé dans le Kurdistan du Nord ? Dans quel territoire est-il ancré ? Comment menez-vous les luttes ?

Bisar : Nous avons des associations et des plateformes basées à Mardin, à Urfa, à Şırnak et à Van. Nous menons également des actions à Amed. Certaines sont officiellement reconnues, d'autres non. Chaque structure dispose d'un conseil chargé de prendre des décisions dans les domaines de l'écologie et de l'eau.

Ces conseils ne regroupent pas uniquement des organisations écologistes, mais aussi des syndicats, des représentants municipaux, le mouvement des femmes et d'autres structures.

En tant que MEM, nous avons lancé une campagne visant à planter un million de chênes dans tout le Kurdistan. À Diyarbakir, nous prévoyons d'en planter pas moins de 100 000. Toutes les structures participent à cette campagne à leur échelle. La coopération avec les municipalités facilite le processus : par exemple elles fournissent les véhicules pour transporter les plants d'arbres qui leur sont donnés par les conseils écologiques.

Le MEM soumet également des rapports aux municipalités concernant les atteintes et les violations environnementales. Nous avons, par exemple, mené une lutte acharnée contre la hausse des prix de l'eau. À la fin des années 90 et au début des années 2000, l'une des premières municipalités kurdes de Diyarbakir a développé un système de traitement de l'eau permettant ainsi de fournir de l'eau potable aux habitant-es. Depuis, nous avons également mené des actions de sensibilisation pour encourager les employé-es municipaux à boire l'eau du robinet [pour encourager la population à faire de même]. En matière de recyclage, nous défendons l'idée qu'il faut commencer par nos institutions. Parallèlement, nous avons installé des réservoirs d'eau de pluie dans nos bâtiments administratifs. Nous avons également créé des bassins d'eau de pluie pour les animaux dans les régions rurales. Le MEM assure le suivi de ces initiatives écologiques collectives.

Quels autres types d'activités menez-vous avec les habitant-es de la région ?

Bisar : Nous organisons des ateliers sur l'eau avec les enfants. Nous les emmenons au bord de la rivière et leur demandons ce qu'ils ressentent lorsqu'ils écoutent l'eau. Ils peignent des pierres, entrent en contact avec l'eau. Notre objectif est de transmettre une mémoire aux enfants. L'eau, c'est la vie ; elle a une histoire et une mémoire. Elle est liée aux femmes et à la nature.

Il existe de nombreuses histoires et légendes liées à l'eau au Kurdistan. Nos activités sont en lien avec cette mémoire culturelle. Nous avons également préparé des brochures contenant des œuvres d'art sur l'eau et les légendes. Nous avons aussi publié le livret « *çem jiyane nexş dîkin* ». Notre objectif principal est de créer une mémoire de l'eau à travers des ateliers sur ce thème. Dans ce cadre, nous avons récemment participé à un rituel consistant à déposer des fleurs blanches dans une rivière qui coule du Nord du Kurdistan vers le Sud du Kurdistan.



©Marvin Systemans

Quelles sont vos perspectives de travail avec d'autres mouvements écologiques notamment en Europe ?

Bisar : En Europe, nous avons des amis organisés autour de TEV-ECO en Suisse. Un réseau s'est également constitué en Italie. La solidarité internationale a été très forte lors du processus de défense de Hasankeyf [avant que la ville ne soit submergée].

Au niveau régional, nous souhaitons mettre en place une structure qui rassemble les villes confrontées à des problèmes d'eau : Amed, Heseke, Mossoul, Bagdad, Bassorah, Souleimaniye, etc. Notre objectif est de créer des conseils de l'eau et des communes de l'eau.

De plus, il existe un grave problème concernant le fleuve Tigre au Kurdistan du Nord. Sur un tronçon de plusieurs centaines de kilomètres à partir de Bismil, le fleuve n'est pas officiellement reconnu comme « fleuve ». Cela permet de ne pas y appliquer les lois qui protègent normalement les fleuves. Les jardins de Hevsel sont sous la protection de l'UNESCO [depuis 2015], mais ils ne peuvent exister sans le Tigre. Ces jardins se sont formés grâce au Tigre depuis 9 000 ans. C'est pourquoi la reconnaissance du statut juridique du fleuve est très importante et nous devons mener des campagnes à ce sujet.

